



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

SLO

ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_170-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt deux, le douze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 6 décembre 2022 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Damien GUILLARD, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Eric LE FEVRE, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aurélien LECACHEUR, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Philippe QUERNE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD


Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3

Christel BOUBERT donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 12 décembre 2022

Envoyé en préfecture le 16/12/2022
Reçu en préfecture le 16/12/2022
Publié le 
ID : 076-217604479-20221214-M_DL221212_170-DE

M_DL221212_170

RESSOURCES HUMAINES - RESSOURCES HUMAINES - TABLEAU DES EMPLOIS 2023 - ADOPTION - AUTORISATION DE RECOURS A DES AGENTS CONTRACTUELS SUR EMPLOIS PERMANENTS VACANTS

M. Jérôme DUBOST, Maire , Conformément à l'article L 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés et modifiés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services.

La collectivité a l'obligation de joindre chaque année au budget primitif et au compte administratif votés par le conseil municipal, un état de l'effectif du personnel au 31 décembre de l'année écoulée. Le tableau des emplois recense la liste des emplois créés par délibération, pourvus ou non.

Afin de prévoir budgétairement les emplois et les crédits correspondant pour l'année 2023, il convient d'annexer au Budget Primitif 2023 le tableau des emplois adapté pour l'année 2023.

Le tableau des emplois 2023 fait apparaître 265,16 postes budgétaires permanents.

Le présent tableau fait apparaître les postes actuellement pourvus, ceux laissés vacants suite à des départs d'agents titulaires et les postes pourvus par voie contractuelle.

Le tableau des emplois ci-joint en annexe détaille la nature de l'emploi, la filière, la quotité de temps de travail, les fonctions, la catégorie hiérarchique (ou niveaux de recrutement et de diplôme) ainsi que la rémunération.

Il est proposé que les postes permanents vacants soient ouverts aux contractuels, dans les conditions fixées aux articles L. 332-8 2° (lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté), L. 332-8 5° (lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 % d'un temps complet), L. 332-13 (pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels) et L. 332-14 (pour les besoins de continuité du service, pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire) du code général de la fonction publique territoriale ainsi qu'au décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, pris pour l'application de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 313-1, L. 332-8, L. 332-13 et L. 332-14

VU le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

VU l'avis du comité technique du 15 Novembre 2022 et du 2 décembre 2022,

VU le budget de l'exercice 2023,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSIDÉRANT

- Que l'article L 313-1 du code de la fonction publique prévoit que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de celle-ci ;
- Qu'aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas ;
- Que la nomination d'un agent est subordonnée à l'existence d'un poste ;
- Que les suppressions d'emploi relèvent également de la compétence de l'assemblée délibérante et doivent être soumises en amont pour avis au comité technique.
- L'évolution des activités et des besoins des services de la Ville ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser**, pour les postes permanents vacants, le recours à un recrutement contractuel dans les conditions prévues aux articles L. 332-8 2°), L. 332-8 5°), L. 332-13 et L. 332-14 précités du code général de la fonction publique ;
- **De fixer** le tableau des emplois 2023 ainsi proposé figurant à l'annexe jointe qui prendra effet à compter du 1er Janvier 2023.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 012, articles 64111, 64131, 645.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 25

Contre : 4

Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Abstention : 3

Damien GUILLARD, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.